

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/UGA/2
G/SCM/N/1/UGA/2
20 septembre 1996

(96-3710)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

OUGANDA

La Mission permanente de l'Ouganda a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 août 1996.

L'application de la législation relative aux mesures antidumping et aux subventions et mesures compensatoires est suspendue depuis 1993. Avec l'entrée en vigueur dans la région du Traité instaurant une Zone d'échanges préférentiels (ZEP) puis du Traité instituant le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), le Ministre des finances détient des "POUVOIRS RESIDUELS": imposer des "surtaxes", "droits d'accise" ou tout autre "prélèvement" nominal à des produits de base/marchandises déterminés, à des fins de dissuasion ou comme instruments de régulation et de sauvegarde de la stabilité économique de la région.

Les articles 51, 52 et 53 du Traité instituant le COMESA constituent la base juridique de l'application de mesures antidumping, subventions et mesures compensatoires. Les articles 51 et 52 du Traité instituant le COMESA, la Loi douanière (dumping et subventions: taux) de 1964 et la Loi douanière (dumping et subventions) de 1970 sont joints en annexe.

ARTICLE 51

Dumping

1. Les Etats Membres reconnaissent que le dumping, qui permet l'introduction des produits d'un Etat Membre sur le marché d'un autre Etat Membre à un prix inférieur à leur valeur normale doit être prohibé s'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie sur le territoire de l'autre Etat Membre ou s'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale.

2. Aux fins d'application du présent article, un produit exporté d'un Etat Membre vers un autre doit être considéré comme étant introduit sur le marché d'un Etat Membre importateur à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix de ce produit est:

- a) inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire, destiné à la consommation dans l'Etat Membre exportateur; ou
- b) en l'absence d'un tel prix sur le marché intérieur de ce dernier Etat Membre exportateur, si le prix du produit exporté est:
 - i) inférieur au prix comparable le plus élevé pour l'exportation d'un produit similaire vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales, ou
 - ii) inférieur au coût de production de ce produit dans le pays d'origine, plus un supplément raisonnable pour les frais de vente et le bénéfice:

Etant entendu qu'il sera dûment tenu compte, dans chaque cas, des différences dans les conditions de vente, des différences de taxation et des autres différences affectant la comparabilité des prix.

3. Un Etat Membre peut, en vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, et sous réserve de la disposition du paragraphe 4 du présent article, percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit. Aux fins d'application du présent article, il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe 2 b) ii) du présent article.

4. Aucun Etat Membre ne percevra de droits antidumping à l'importation d'un produit d'un autre Etat Membre à moins qu'il ne soit déterminé que l'effet du dumping allégué est de nature à causer ou à menacer de causer un dommage important à une branche de production nationale établie ou de nature à retarder de façon importante la création d'une branche de production nationale.

5. Le dumping en provenance d'un pays tiers dans un Etat Membre est prohibé et tout Etat Membre intéressé peut, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping.

6. Les procédures mises en route au titre des dispositions du présent article seront menées à bien conformément aux réglementations antidumping prises par le Conseil.

ARTICLE 52

Subventions accordées par un Etat Membre

1. Sauf disposition contraire du présent Traité, toute subvention accordée par un Etat Membre ou au moyen de ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises, est incompatible, dans la mesure où elle agit sur les échanges entre les Etats Membres, avec le Marché commun.
2. En vue de neutraliser les effets de subventions et sous réserve des réglementations établies par le Conseil, un Etat membre peut percevoir sur tout produit de tout Etat Membre importé dans un autre Etat Membre un droit compensateur égal au montant estimatif de la subvention que l'on sait avoir été accordée, directement ou indirectement, à la fabrication, à la production ou à l'exportation dudit produit dans le pays d'origine ou d'exportation.
3. Sauf disposition contraire du présent Traité, toute subvention accordée par un pays tiers ou au moyen de ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises, est incompatible, dans la mesure où elle agit sur les échanges entre les Etats Membres et le pays tiers, avec le Marché commun.
4. En vue de neutraliser les effets de subventions et sous réserve des réglementations établies par le Conseil, un Etat Membre peut percevoir sur tout produit de tout pays tiers importé dans un autre Etat Membre un droit compensateur égal au montant estimatif de la subvention que l'on sait avoir été accordée, directement ou indirectement, à la fabrication, à la production ou à l'exportation dudit produit dans le pays d'origine ou d'exportation.

ARTICLE 53

Exceptions à la perception de droits compensateurs

Aucun Etat Membre ne percevra de droit compensateur à l'importation d'un produit du territoire d'un autre Etat Membre à moins qu'il n'ait déterminé que l'effet du subventionnement est de nature à causer ou à menacer de causer un dommage important à une branche de production nationale établie, ou est de nature à retarder de façon importante la création d'une branche de production nationale.

ARTICLE 54

Coopération en matière d'enquêtes sur le dumping et le subventionnement

1. Les Etats Membres coopèrent pour déceler les pratiques de dumping et de subventionnement, enquêter à leur sujet et imposer des mesures convenues pour mettre fin à de telles pratiques.
2. Lorsqu'il y a des éléments de preuve d'un dumping ou de l'exportation de marchandises subventionnées par un pays tiers à destination du territoire d'un Etat Membre qui menace ou fausse la concurrence dans le Marché commun, les Etats Membres intéressés peuvent demander à l'Etat Membre sur le territoire duquel les marchandises font l'objet d'un dumping ou sont exportées d'imposer des droits antidumping ou des droits compensateurs sur ces marchandises en provenance du pays tiers.

CHAPITRE 179LOI DOUANIÈRE (DUMPING ET SUBVENTIONS: TAUX

[1er octobre 1959]

Décret n° 30
de 1959
Ordonnances
n° 67 de 1962
n° 224 de 1962
n° 261 de 1962
n° 269 de 1963

Loi habilitant le Président à fixer les taux de droits de douane applicables à des marchandises faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et régissant toutes questions connexes.

Interprétation
E.A.C.S.O.
Loi n° 3 de 1959

1. La présente loi sera lue conjointement avec la Loi douanière (dumping et subventions) de 1959.

Taux de droit
Ordonnances
modifiées
n° 261 de 1962
n° 269 de 1963

2. 1) Sous réserve des dispositions de la présente loi et de la Loi douanière (dumping et subventions) de 1959, lorsqu'un décret a été pris^a au titre de l'article 4 de ladite loi imposant un droit de douane à l'importation en Ouganda de marchandises correspondant à une désignation spécifiée dans ladite disposition, le Président^b peut, par décret pris au titre des dispositions du présent article de la présente loi, fixer le ou les taux auxquels ce droit de douane sera appliqué.

2) Un décret pris en vertu du présent article de la présente loi peut fixer un ou des taux de droit par référence à la valeur ou au poids ou à une autre mesure de quantité.

Circonstances
dans lesquelles un
droit peut être
imposé.

3. Lorsque le Président^b prend un décret au titre des dispositions de l'article 2 de la présente loi, fixant un ou des taux auxquels des droits de douane seront appliqués, il peut, par le même décret ou par un décret subséquent, déterminer les circonstances dans lesquelles ce droit est ou n'est pas exigible et peut prendre à cet égard toutes dispositions qui peuvent lui sembler requises aux fins de la présente loi; il peut, en particulier:

Ordonnance
modifiée n° 269
de 1963

- a) prendre des dispositions stipulant que le droit sera prélevé ou ne sera pas prélevé pour toute période ou périodes, continues ou non, ou sans limitation de durée ou à des taux différents pour des périodes différentes ou des parties de périodes différentes; et
- b) prendre des dispositions, en liaison avec le début, la modification ou la fin de la perception d'un droit, autorisant le remboursement de droits perçus s'il est démontré que les conditions prescrites dans ledit décret ont été remplies.

Droit s'ajoutant à
d'autres taux de
droit

4. Les taux de droit fixés par un décret pris en vertu de la présente loi seront exigibles en sus des taux fixés pour tout autre droit de douane exigible à la même époque.

^aPouvoirs délégués au Ministre chargé du commerce et de l'industrie par instrument adopté au titre de la Loi d'interprétation de l'Organisation des services communs, article 34 (Voir Ordonnance n° 2 de 1965).

^bPouvoirs délégués au Ministre chargé du commerce et de l'industrie par l'instrument législatif n° 65 de 1965.

Pouvoir
d'exonérer

Ordonnance
n° 224 de 1962,
modifiée

5. 1) Le Ministre peut, par arrêté, exonérer toute personne, en tout ou en partie, de tout droit exigible au titre de toutes marchandises importées qui sont assujetties à des droits du fait d'un décret pris en vertu de la présente loi s'il a la conviction qu'une telle exonération est dans l'intérêt public.

2) Ladite exonération peut être applicable soit à des cas déterminés, soit de façon générale à l'égard de marchandises importées par des personnes déterminées ou des personnes d'une catégorie déterminée.

Nécessité de
soumettre tout
décret à
l'Assemblée
nationale

Ordonnance
n° 67 de 1962
modifiée

6. Tout décret pris en vertu de la présente loi entrera en vigueur à une date spécifiée dans ledit décret, sera soumis à l'Assemblée nationale au plus tard pendant la première session de ladite Assemblée nationale suivant immédiatement la date à laquelle le décret a été pris et, s'il n'est pas approuvé par l'Assemblée nationale avant la fin de ladite session, cessera d'avoir effet à la date de la fin de ladite session, mais sans préjudice de tout acte réalisé en vertu dudit décret ou des effets qu'il aura entraînés pendant qu'il était en vigueur.